

## La politique d'une science oubliée : l'archéologie urbaine en Italie, 1880-1920

In: Genèses, 19, 1995. pp. 83-107.

---

Citer ce document / Cite this document :

Zucconi Guido, Cloarec Mathieu. La politique d'une science oubliée : l'archéologie urbaine en Italie, 1880-1920. In: Genèses, 19, 1995. pp. 83-107.

doi : 10.3406/genes.1995.1294

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes\\_1155-3219\\_1995\\_num\\_19\\_1\\_1294](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1995_num_19_1_1294)

---

## Abstract

«The Politics of a Lost Science: Urban Archeology in Italy: 1880-1920». Bora at the turn of the century, urban archeology is a new kind of knowledge. It consists in using maps and existing buildings to unearth the information required to reconstruct, both in form and character, all or part of a city that has disappeared or is doomed to disappear in the process of modernization. It grew out of a conflict opposing hygienists and a diverse movement composed of partisans of urban preservation, local scholars, architects and fine arts teachers, out of which were to come the specialists assigned by the government to preserving monuments and historical sites. Next, it underwent two transformations. Beginning in 1910, it became the basis for urban planning of city modernization: preservation was henceforth applied to large urban sectors, although a selective notion of urban identity led in fact to profound changes. Finally, between the wars, urban archeology became the instrument for reconstructing the city of the past, considerably idealized and selective, which consequently allowed it to be used for political, especially nationalistic, purposes.

## Résumé

■ G. Zocconi : «La politique d'une science oubliée : l'archéologie urbaine en Italie: 1880-1920». Nouveau savoir, né au tournant du xxe siècle, l'archéologie urbaine consiste à exhumer, à partir des cartes et des bâtiments réels, les éléments qui permettent de restituer la forme et le caractère de tout ou partie de la ville disparue ou vouée à disparaître par le processus de modernisation. Elle naît d'un conflit qui oppose les hygiénistes au mouvement composite des partisans de la conservation urbaine, érudits locaux, architectes, enseignants des Beaux-Arts, d'où sortiront les spécialistes chargés par l'État de la conservation des monuments et sites historiques. Elle connaît ensuite deux métamorphoses. A partir de 1910, elle devient le fondement de l'urbanisme qui programme la modernisation de la ville : la conservation s'applique désormais à d'amples secteurs urbains, mais une notion sélective de l'identité urbaine conduit en fait à leur profonde transformation. Enfin, entre les deux guerres, l'archéologie urbaine devient l'instrument d'un retour de la ville du passé largement idéalisé, sélectif, pouvant servir par conséquent des objectifs

---

LA POLITIQUE D'UNE  
SCIENCE OUBLIÉE  
L'ARCHÉOLOGIE URBAINE  
EN ITALIE,  
1880-1920

---

*Guido Zucconi*

**A** considérer le problème de manière superficielle, l'archéologie urbaine peut être comprise comme simple prolongement sémantique de la discipline traditionnelle, ou bien comme l'extension, à l'échelle de la ville, de finalités et de techniques propres au savoir habituellement associé aux campagnes de fouilles et à la recherche de pièces archéologiques de l'antiquité gréco-romaine ou égyptienne. Mais le lien avec la discipline-mère ne semble possible que sur le plan étymologique ; sur le plan proprement idéologique, on pourrait dire que, dans ce cas aussi, il s'agit de rechercher l'*archè*, le principe ordonnateur. Ici, cependant, il ne s'agit pas de creuser mais d'exhumer, à partir des cartes et des bâtiments réels, une série d'éléments qui puissent restituer la forme et le caractère de tout ou partie d'une ville : traits d'une topographie historique, levés de monuments disparus, descriptions de milieux qui renvoient à des époques différentes.

On peut difficilement considérer que l'archéologie urbaine, en Italie au tournant du siècle, constitue une discipline, alors même que cette appellation y est récurrente. Encore moins peut-on parler d'un corpus doctrinal, d'écoles ou de spécialistes. Nous sommes, en réalité, confrontés à un fourmillement de réflexions autour de l'idée centrale de ville historique, à une nébuleuse de concepts suscités par le besoin de connaissances systématiques. Pourquoi, alors, utiliser un terme aussi ambigu que celui d'*archéologie urbaine* plutôt qu'avoir recours à l'expression plus modeste d'*analyse urbaine* ? Parce que, d'une part, on commettrait un anachronisme, une telle locution étant absente du débat de l'époque ; d'autre part, cela reviendrait à placer sur un plan de pseudo-neutralité les deux parties prenantes au débat : les hygiénistes et leurs adversaires. Or, tout au contraire, le besoin de

Guido Zuconi  
*La politique d'une science oubliée :  
l'archéologie urbaine en Italie,  
1880-1920*

connaissances systématiques se manifeste à l'encontre des «prétentions nivelantes» de la culture hygiéniste. La «ville des archéologues» se définit petit à petit en opposition aux modèles, donnés pour absolus, de villes uniformisées par les normes de la construction : rues d'une largeur déterminée, cours et façades édifiées selon des dimensions préétablies.

## **La science des opposants à l'haussmannisation**

En la situant sur le front opposé à l'hygiénisme, nous pourrions définir l'archéologie urbaine comme *l'art de connaître le fait urbain* et, en particulier, les villes ayant une connotation historique. Cette connaissance est loin d'être à elle-même sa propre fin ; elle entend, aussi bien que l'investigation hygiéniste, déterminer l'avenir de la ville – c'est d'ailleurs aussi à cause du caractère téléologique de la démarche que l'expression *analyse urbaine* nous semble franchement réductrice. Simplement, dans ce cas, le but est d'exalter les éléments originaux, de faire émerger comme dans une pièce de musique les «thèmes» historiques et littéraires de la ville. Mais plus que de tenter de la définir, il nous semble utile de situer cette connaissance dans son temps et son contexte intellectuel, opération préliminaire à la compréhension de son sens et de ses finalités propres.

L'archéologie urbaine apparaît dans la seconde moitié des années 1880, lorsque l'hygiénisme devient la culture dominante dans l'administration publique et démontre qu'il est en mesure de traduire en schémas régulateurs son projet d'uniformisation urbaine. C'est alors que, sur le front opposé, apparaissent diverses démarches de connaissance d'orientation humaniste, convergeant vers des objectifs communs. Art et histoire en constituent le substrat scientifique, tandis que le milieu socio-culturel d'origine est constitué de lettrés, d'artistes à titre divers, d'érudits et d'experts en traditions locales. Le tout forme un champ où confluent toutes les tentatives de représentation des caractères archétypiques, ou tout au moins originaires, de la ville historique ; celle-ci apparaît désormais comme une catégorie indépendante, bien distincte de la ville moderne.

Ce qui déclenche cette démarche originale d'étude systématique de la ville, c'est donc la volonté de contrer les

projets de *sventramento*, ou d'haussmannisation. Il était inévitable que les prémisses de cette œuvre de restitution à grande échelle apparaissent dotées d'une certaine authenticité scientifique, lors même que ses buts sont ouvertement partisans. L'hostilité, précédemment manifestée sur le ton du regret et de l'évocation, se mue maintenant en opposition ouverte : les descriptions nostalgiques de la *ville qui disparaît* cèdent le pas à des analyses détaillées de ce que la pioche va bientôt sciemment détruire. Le ton pastel de la palette littéraire n'est plus de mise, mais le timbre sec et marqué d'une dénonciation explicite. Il faut, dès lors, fournir une substance objective aux appels à la défense d'une ville menacée par les cognées de la modernité. La dénonciation ne peut plus se réduire à des exercices réthoriques et déclama-

Illustration non autorisée à la diffusion

toires : pour apparaître crédible et constituer un barrage effectif aux programmes d'haussmannisation, ce travail doit se baser sur des références non arbitraires et vérifiables à la réalité historique et artistique, à la valeur de l'environnement constitutives des parties de la ville concernées.

Milan, Venise, Vérone, Rome, Bologne, pour ne citer que ces cas parmi tant d'autres, deviennent des terrains où seront le plus méditées les raisons du parti de l'art et de l'histoire. Cependant Florence et son *Mercato vecchio*<sup>1</sup> représentent sans doute le cas où peut se mesurer le mieux le passage à une description moins émotive et plus circonstanciée de la vieille ville ; les *relevés* et les *mémoires* sont appelés à fournir un témoignage durable de ce qui est sur le point de disparaître, à savoir la partie du noyau urbain

*Élévation des façades sur la place, au coin de la via dei Cavalcanti, 1892 environ. Ufficio tecnico comunale (éd.), Rilievo dell'area del Mercato vecchio, Firenze 1890-1895 (Bibliothèque de la Soprintendenza ai Beni artistici e storici de Florence).*

1. Cf. Gabriella Orefice, *Rilievi e memorie dell'antico centro di Firenze, 1885-1895*, Firenze, Alinea, 1986.

Guido Zucconi  
*La politique d'une science oubliée :  
l'archéologie urbaine en Italie,  
1880-1920*

qui se trouve dans la zone vouée à un plan radical d'assainissement. Dans ce cas, il s'agit de révéler seulement en partie l'*archè* urbain, en particulier la forme et le tracé de cette partie du *castrum* romain sur laquelle devait se concentrer la campagne de démolition. L'objectif principal de l'opération est de relever ce qui demain ne sera plus visible : une trame urbaine embrouillée, des façades multifformes, les activités effervescentes qui y prennent place. Topographie, dessin et levé des monuments, photographie – et dans une moindre mesure analyse sociale et démographique – concourent

Illustration non autorisée à la diffusion

*Reconstitution par Corinto Corinti,  
1928. Ufficio tecnico comunale (éd.),  
Rilievo dell'area del Mercato  
vecchio, Firenze 1890-1895  
(Bibliothèque de la Soprintendenza  
ai Beni artistici e storici de Florence).*

à la reconsruction abstraite du quartier du *Mercato vecchio*, c'est-à-dire d'une ville destinée à survivre seulement sur la carte.

A Florence le travail de relèvement du quartier est promu et financé par la municipalité, c'est-à-dire par l'institution qui, dans le même temps, en programme la démolition totale : en 1882, sont discutés et le plan de réaménagement édilitaire et le programme des relèvements. S'agit-il d'un comportement schizophrénique ou d'une attitude dictée par la conscience de l'inéluctabilité du processus d'haussmannisation ? Tout se passe comme si, face à la marche irrésistible du progrès, la collectivité savait qu'elle ne pouvait conserver tout au plus qu'une mémoire écrite, dessinée, de la ville historique. La Commission historico-artistique constituée *ad hoc* par la municipalité commence les travaux de relèvement en 1888. Le travail se

concentre dans le quinquennat 1890-1895, où sont dressés les levés planimétriques et altimétriques, effectuées les mesures sur place et menées les recherches en archives.

A Florence, il ne s'était pas agi de dévoiler ce qui ne l'était pas, comme ce sera le cas ailleurs dans les vingt années suivantes. Au cours de cette dernière période, l'effort sera porté sur la recherche de l'*archè* urbain, sur une série d'éléments archétypiques qui, au-delà des trans-

Illustration non autorisée à la diffusion

*Élévation de l'église de Saint-André démolie, s. d. Ufficio tecnico comunale (éd.), Rilievo dell'area del Mercato vecchio, Firenze 1890-1895 (Bibliothèque de la Soprintendenza ai Beni artistici e storici de Florence).*

formations advenues, permettent de mettre en évidence la forme ou le caractère original de la ville : structure et dimension des îlots, relation quantifiable entre les vides et les pleins, places et monuments. A partir du cas du *Mercato vecchio*, l'archéologie urbaine se définira comme science et art de la reconstruction historico-topographique d'amples secteurs urbains. Jusqu'au cas milanais qui en est l'apogée, l'expression *forma urbis* reviendra souvent dans le but de donner un caractère organique à des études qui deviennent la règle sur certaines parties de la ville.

Le cas florentin est atypique aussi quant à ses finalités qui semblent s'épuiser dans l'enquête elle-même ; ailleurs au cours des années suivantes, les protagonistes du conflit entre conservation et innovation appartiendront et se référeront à des cadres institutionnels différents. Les municipalités auxquelles la loi, après 1885, confère le

Guido Zuconi  
*La politique d'une science oubliée :  
l'archéologie urbaine en Italie,  
1880-1920*

2. Cette question a été traitée par  
l'auteur dans *La città contesa*.  
*Dagli ingegneri sanitari agli urbanisti*,  
1885-1942, Milano, Jaca Book,  
1989, chap. IV.

*Levé de la topographie générale et  
restitution de la toponymie du bas  
Moyen Age, 1890 environ. Ufficio  
tecnico comunale (éd.), Rilievo  
dell'area del Mercato vecchio,  
Firenze 1890-1895 (Bibliothèque de  
la Soprintendenza ai Beni artistici e  
storici de Florence).*

devoir (si ce n'est l'obligation) d'«assainir» les centres, s'avèrent être le pivot du processus d'une modernisation accélérée. Le Code sanitaire de 1888 agrège autour de la municipalité toute une série de figures institutionnelles d'origine clairement hygiéniste : l'officier sanitaire, le médecin-chef, l'ingénieur municipal appelé à centrer sa formation sur les problèmes sanitaires. Ce sont de véritables spécialistes à qui il est conféré le devoir de contrôler, d'analyser et de transformer la ville.

Dans le panorama italien, programme municipal et culture sanitaire sont les éléments d'une symbiose scientifico-opérative ; pour des raisons opposées et symétriques, on en vient à souhaiter l'unification des objectifs de l'État central et des buts poursuivis par les forces intellectuelles d'orientation historico-littéraire<sup>2</sup>.

Illustration non autorisée à la diffusion



## Les connexions avec le mouvement pour la conservation urbaine

Avec le temps, ce qui pouvait sembler le résultat d'une vision schématique et réductrice, se transformera en une donnée réelle qui caractérisera le cas italien : nous faisons allusion à la distinction très nette entre instruments de la conservation (dont la matrice est historico-artistique) et procédures de transformation (qui portent la marque de l'ingénieur). Cette division non seulement conditionnera l'action des organismes publics en matière de monuments, mais sera aussi à l'origine de ce strabisme qui fait que la municipalité se voit déléguer le devoir de transformer et l'État – à travers les Surintendances (*Sovrintendenze*) – la charge de conserver.

Mais revenons aux années 1880-1890. Un dualisme analogue à celui des institutions se retrouve chez les protagonistes du conflit. Aux noyaux compacts des ingénieurs municipaux et des experts sanitaires s'oppose le front varié des chercheurs de l'*archè* perdu ou sur le point de se perdre. Ceux-ci ne sont pas des spécialistes mais des dilettantes venant des horizons les plus divers : l'expert en histoire locale, l'érudit pour qui l'archéologie est un passe-temps, le connaisseur d'art et l'enseignant des Beaux-Arts, l'architecte des façades et des constructions funéraires. On trouve même des personnages qui ont simplement la légitimité du militant conquise dans le feu de la bataille contre les plans des ingénieurs et ceci n'est pas un hasard, l'opposition au plan de réaménagement du bâti (*piano edilizio*) constituant souvent l'unique mais déterminant facteur de cohésion pour un front si étendu. À partir des années 1890, ces personnages donnent vie à un certain nombre de cercles et d'associations qui n'ont souvent qu'une brève existence, tel le Comité pour une Bologne historico-artistique<sup>3</sup>, mais s'appuient aussi parfois sur des institutions solides comme la Société historique lombarde à Milan, ou ailleurs les Députations de l'Histoire nationale. Des rangs de ces sociétés sortiront les fonctionnaires des Bureaux artistiques régionaux (*Uffici regionali d'arte*, les futures Surintendances), organes périphériques de l'État chargés de la conservation des monuments.

À l'intérieur d'une vision « militante » du problème, face au conflit entre ingénieurs et humanistes, sociétés historiques et sociétés d'hygiène, Surintendances et ser-

3. Fondé en 1899 dans le but de « protéger, promouvoir, favoriser tout ce qui est utile à la protection et la restauration des édifices publics et privés ». Cité par Otello Mazzei (éd.), *Alfonso Rubbiani : La maschera e il volto*, Bologna, Cappelli, 1979, p. 56.

Guido Zucconi  
*La politique d'une science oubliée :  
l'archéologie urbaine en Italie,  
1880-1920*

vices municipaux, l'archéologie urbaine joue le rôle de prémisses analytiques d'une politique de défense du caractère artistique de la ville, qui se manifeste surtout dans les années 1890. En d'autres termes, elle est appelée à fournir des postulats objectifs aux prétentions des partisans de la conservation, quand ce qui est en jeu n'est plus le monument seul mais des secteurs urbains tout entiers. Bien que non définie par un corpus doctrinal, l'archéologie urbaine servait à fournir un cadre de références objectives à opposer aux enquêtes hygiénistes, à leur logique fondée sur la statistique. Sur le plan théorique, *l'art de connaître le fait urbain* allait donc fusionner et absorber les concepts propres au parti de la conservation qui dans les années 1890 est en pleine expansion. Sur le plan pratique il établit un rapport de circularité avec les politiques de sauvegarde, dont il constitue la prémisses nécessaires : l'archéologie urbaine apparaît donc comme la procédure préliminaire au travail de conservation, là où celle-ci ne concerne pas seulement l'objet architectural. En ce sens, elle bénéficie d'une idée acquise par le mouvement de conservation au cours de ces années, à savoir l'extension topographique du concept de monument et, en particulier, de *monument national*<sup>4</sup>, à un vaste environnement bâti.

C'est précisément à partir de la deuxième moitié des années 1880, quand les campagnes d'haussmannisation se font plus mordantes, que l'on commence à évoquer l'identité historique, artistique et littéraire de grands périmètres urbains, voire de la ville toute entière. Leur avenir devra être protégé, comme l'est déjà celui des biens mobiliers et immobiliers, des peintures et des sculptures inclus par la loi dans le catalogue des œuvres les plus considérables. On devra défendre non seulement le monument lui-même, mais aussi les constructions alentour qui en constituent l'humus fertile<sup>5</sup>. C'est là le sens de la notion alors récurrente d'«environnement artistique». Protection n'est pas un terme générique mais fait référence à la nécessité de défendre ces secteurs urbains contre l'action d'assainissement des municipalités, guidée par la main de l'ingénieur hygiéniste.

Venise, entre 1887 et 1890, représente un cas exemplaire de cette évolution. Un front constitué d'intellectuels se forme et se consolide pour combattre le programme municipal d'haussmannisation que l'on a appelé les «quarante projets pour assainir Venise». En font partie des personnages de renommée locale et nationale, tels

4. La question a été partiellement étudiée par l'auteur : cf. Guido Zucconi, «Cités anachroniques», in Alain Charre (éd.), *Art et espaces publics*, Givors, OMAC, 1992, pp. 82-86.

5. Cf. Luca Beltrami, «La conservazione dei monumenti nell'ultimo ventennio», *Nuova Antologia*, n°91, 1892, pp. 447 et suivantes.

Camillo Boito, Pompeo Molmenti, Marcello Alessandri, et en arrière-plan tout un réseau d'«amis ruskiniens» à l'étranger (Philip Webb en Angleterre, la Sizeranne en France). Ce parti de «l'art et de l'histoire» cherche un appui institutionnel dans l'État central à qui il demande d'intervenir pour bloquer la vague déferlante des initiatives de la municipalité de Venise. Ses argumentations, au demeurant, n'ont pas une base très solide : elles reposent sur le *Rapporto sulla tutela di Venezia* de 1887, où l'auteur, Giacomo Boni, dresse l'inventaire et présente la description des éléments de nature historique, artistique et constitutifs de l'environnement particulier de la ville, que la pioche démolisseuse aurait effacés<sup>6</sup>. Comme si l'intangibilité de Venise, considérée comme un tout, n'avait pas besoin d'être démontrée. A deux reprises, le Ministère compétent refusera le plan municipal, contribuant ainsi puissamment à forger l'image d'un État défenseur des vestiges historico-artistiques du pays – généreuse illusion qui aura néanmoins jeté les bases, au cours de ces années, des Bureaux artistiques régionaux.

Le cas vénitien fait apparaître de nouveaux protagonistes, destinés à jouer un rôle important dans la longue guerre de position contre les autorités municipales. Au noyau traditionnel composé d'historiens, de lettrés et d'amateurs d'art, s'ajoutent des personnages de formation et d'origine socioprofessionnelle incertaines. Il en est ainsi de Giacomo Boni<sup>7</sup>, précédemment nommé, qui devient le protagoniste de l'affaire vénitienne alors qu'il n'est au départ qu'un modeste «releveur à l'encre de Chine et aquarelle».

Vingt ans plus tard, l'affaire milanaise démontre, à partir des mêmes prémisses, l'existence de deux formations opposées, agrégées autour de deux milieux politico-institutionnels différents. D'un côté, ce sont deux ingénieurs sanitaires qui rédigent en 1908 le plan régulateur dû à l'initiative de la municipalité ; de l'autre, Ugo Monneret de Villard dirige, entre 1909 et 1911, pour le compte de la Surintendance aux monuments, l'étude *Forma Urbis Mediolani*<sup>8</sup>. Ces œuvres couvrent en apparence deux domaines distincts et quasi complémentaires : l'une dessine la ville du futur, l'autre analyse la ville du passé. En réalité, la recherche historico-topographique sur Milan à l'ère romaine puis médiévale apporte la preuve, par des moyens scientifiques, que la trame urbaine, destinée à être bouleversée par le plan régulateur, est intangible.

6. Cf. aussi Giacomo Boni, «Il cosiddetto sventramento di Venezia. Appunti di un veneziano», *La Riforma*, II, 1887.

7. Cf. l'imposante biographie en deux volumes d'Éva Tea, *Giacomo Boni nella vita del suo tempo*, Milano, Ceschina, 1932 ; voir en particulier les trois chapitres initiaux.

8. Cf. Ugo Monneret de Villard, *Forma Urbis Mediolani*, publié sous la forme d'un fascicule tiré en nombre limité à Milan en 1912.

Guido Zucconi  
*La politique d'une science oubliée :  
l'archéologie urbaine en Italie,  
1880-1920*

Dans l'introduction à la première et partielle traduction en italien du célèbre texte de Camillo Sitte, le même Monneret de Villard avait souligné la contiguïté d'idéal et de technique qui existe entre l'ingénieur «éventreur» et l'architecte de la ville en damier, entre celui qui met en pièces les parties les plus saillantes de la ville d'hier et celui qui dessine le tracé monotone de la ville de demain. L'un avec le bistouri du chirurgien, l'autre avec la règle et l'équerre du géomètre, tous deux partagent la même aberrante vision d'une ville complètement aplatie, sans caractère. Par leur insensibilité au passé, au site, au *genius loci*, l'un comme l'autre expriment une profonde ignorance des principes selon lesquels s'ordonne la forme urbaine et des mécanismes qui en ont marqué l'histoire. Or, ceux-ci ne doivent pas manquer d'orienter l'avenir de la cité : il appartient au *town-planner* italien d'identifier, cas par cas, les données qui confèrent à la ville sa physiologie particulière et former le métier sur lequel sera tissé le plan d'aménagement de son développement futur.

Nous sommes en 1907 et en présentant l'œuvre de Sitte, Monneret de Villard nous fournit «en négatif» l'une des définitions les plus complètes des tâches de l'archéologie urbaine<sup>9</sup>. Pour la première fois est suggérée l'idée de son lien étroit avec une virtuelle nouvelle science urbanistique qui remplacerait celle des ingénieurs éventreurs et niveleurs. L'auteur assigne à la topographie historique, à l'étude des monuments et du «caractère de l'environnement», le rôle d'études préparatoires à une planification non arbitraire de la ville italienne. Il préfigure ainsi une sorte de «déterminisme d'inspiration humaniste» semblable à celui que Marcel Poëte proposera en France aux techniciens, appelés par la loi Cornudet de 1919 à dessiner les plans d'aménagement, d'extension et d'embellissement des villes. Entre étude et plan, il existe une circularité parfaite que Poëte exprime par le terme unique d'«urbanisme»<sup>10</sup>. Chez Monneret, la même circularité est exprimée par deux termes différents, mais consécutifs : *archeologia urbana* et *urbanistica* (*urbanisme*). C'est à la première qu'il incombe de révéler et analyser les principes en partie universels, en partie particuliers, qui déterminent la *forma urbis*. En 1913, Monneret se verra confier à l'Université – c'était une première en Italie – un cours d'archéologie médiévale : le programme abordera notamment le thème de la ville méditerranéenne et de ses caractères morphologiques,

9. Cf. son «Introduction» à *Note sull'arte di costruire la città*, Milano, Bestetti et Tuminelli, 1907. Camillo Sitte avait publié son célèbre *Der Städte-Bau nach seinem künstlerischen Grundsätzen*, à Vienne en 1889.

10. Cf. Marcel Poëte, *Introduction à l'urbanisme*, Paris, Boivin, 1929.

qui deviendra dans les années 1920, son principal champ d'étude. Dans les biographies officielles et dans les colonnes qui lui sont consacrées dans l'Encyclopédie italienne, il est considéré comme *archéologue*.

## L'archéologie et les fondements d'un urbanisme

Les mots de Monneret de Villard à propos de la relation entre connaître et planifier peuvent être considérés comme prémonitoires d'un tournant imminent ; de même sa recherche sur la topographie historique est l'une des dernières à afficher des finalités exclusivement conservatrices. Ainsi de Florence à Milan, se dessine une première phase de développement pour l'archéologie urbaine considérée dans sa fonction comme dans ses finalités politiques, l'art de connaître le fait urbain apparaissant, on l'a vu, comme la béquille sur laquelle devait s'appuyer un projet politique de conservation du bâti à grande échelle. Au début des années 1910, lorsque Monneret de Villard reconnaît à l'archéologie urbaine un rôle en rapport avec le plan d'aménagement, cette phase peut être considérée comme close.

C'est à Bologne et à Rome que nous trouvons les deux exemples les plus significatifs de la nouvelle approche du problème. A l'origine de ces deux cas, en 1907 et 1908, on trouve deux projets analogues de rectification et élargissement de voies de circulation (rue Rizzoli à Bologne, rue des Coronari à Rome)<sup>11</sup>. La réaction contre ces projets n'est pas seulement défensive : ceux qui font valoir le caractère historico-artistique des constructions ne se limitent pas, cette fois, à recueillir la documentation nécessaire pour en obtenir la conservation, mais élaborent une contre-proposition positive fondée, elle aussi, sur un projet. A Bologne, Gualtiero Pontoni et Alfonso Rubiani proposent une solution qui exalte, au lieu de les mortifier, les deux œuvres architecturales majeures du site : les Tours et le Palais du Roi Enzo, dont la restauration et l'isolement étaient alors en cours. A Rome, le projet préparé par l'architecte Gustavo Giovannoni pour le compte de l'Association artistique des amateurs d'architecture, une organisation bien armée fondée en 1890, a un fondement théorique plus solide : il se propose de valoriser moins les éléments urbains les plus saillants que la trame du bâti et le caractère typique du quartier. Dans une série d'articles parus

11. Pour le cas de Bologne, cf. Alfonso Rubbiani, Gualtiero Pontoni, *Di Bologna riabellita*, Bologna, Comitato per Bologna storico-artistica, 1913. Pour l'épisode romain, cf. Gustavo Giovannoni, «Il diradamento edilizio nei vecchi centri, il Quartiere della Rinascenza a Roma», *Nuova Antologia*, n°997, juin 1913 ; *idem*, «La sistemazione edilizia del Quartiere del Rinascimento in Roma», *Annali della Società degli Ingegneri e degli Architetti italiani*, n°22, 1919.

Guido Zucconi  
*La politique d'une science oubliée :  
l'archéologie urbaine en Italie,  
1880-1920*

en 1913<sup>12</sup>, en se référant aux critères qui doivent guider l'intervention sur les zones urbaines de plus grand prix, il cherchera à définir une méthode, l'*élagage* (*diradamento*), basée sur un travail approfondi de relevé et d'enquête. Comme telle, la méthode se situe aux antipodes de l'*éventrement*, pratique de transformation du quartier fondée sur l'arbitraire. Ainsi Giovannoni propose une définition opérationnelle de l'archéologie urbaine telle que l'avait conçue Monneret de Villard comme prémisses nécessaires du plan urbain. L'exposition romaine de 1911 lui fournit l'occasion de la montrer au grand public, tandis que la théorisation à l'intention des spécialistes est élaborée dans ses articles de 1913.

En cette période d'attente de lois décisives en matière de planification urbaine que l'on croit imminentes, de grandes perspectives semblent s'ouvrir pour l'archéologie urbaine, ou, plus humblement, pour un art de connaître la ville historique, fondé si peu que ce soit sur des bases objectives. La lecture de cette discipline dans sa nouvelle version nous est rendue possible par l'effort de synthèse accompli par Giovannoni et l'Association romaine, exemple unique en Italie. On a déjà dit qu'il n'y a pas de parenté entre l'archéologie traditionnelle et l'archéologie urbaine. Les disciplines mères de celle-ci sont plutôt l'architecture et l'histoire : les techniques de restitution de l'œuvre architecturale, d'un côté, et de l'autre, les procédures propres à la recherche historique.

L'étude du monument fournit les coordonnées méthodologiques de la procédure d'analyse qui peut être considérée, en partie, comme l'extension à l'échelle urbaine de la notion de monument. De son côté, l'architecture offre les modalités d'analyse du levé traditionnel qui, borné d'abord à la description graphique de l'édifice singulier, est maintenant appelé à restituer d'amples portions de la ville. La topographie et le dessin sont employés dans ce cas aussi, offrant les outils de la mesure *in loco* et de la représentation sur surface plane. A Florence, le propos initial était de relever toutes les façades bâties comprises dans la zone du *Mercato vecchio*. Plus réaliste, le projet de l'Association artistique pour la rédaction du recueil *I Rioni di Roma*<sup>13</sup> consistera dans le relevé planimétrique du quartier tout entier, auquel seront ajoutées les parties les plus significatives et les plus typiques, seules restituées dans le détail.

12. Cf. Gustavo Giovannoni, «Il diradamento edilizio...», *op. cit.*, et «Vecchie città e edilizia nuova», *Nuova Antologia*, n°995, juillet 1913.

13. La commission d'étude est instituée en 1893 ; deux ans plus tard est dressé «l'elenco delle fabbriche notevoli» ; en 1896, les normes pour sa réalisation sont posées, divisées en *Inventaire* (*Inventario*), *Itinéraire* (*Itinerario*), *Fichier* (*Schedario*) (qui se réfère aux objets mobiliers). Dans une lettre adressée au maire de Rome, sont indiquées trois classes de sauvegarde. Cf. «Rendiconto morale per l'anno 1896», *Annuario dell'Associazione artistica tra i cultori dell'Architettura in Roma*, anno VI-MDCCCXCVI.

La recherche historique, dans les meilleurs cas, fournit un support méthodologique basé sur l'analyse des sources documentaires. Les enquêtes comprennent des champs d'études tout à fait inhabituels pour l'historien traditionnel de l'époque, tels que la cartographie, l'iconographie, les cadastres.

Surintendant aux monuments de Ravenne, puis de Trente, archéologue plénipotentiaire à Rhodes, Giuseppe Gerola saisit les grandes potentialités qu'offre l'étude du document si elle est croisée avec le levé et l'analyse directe des œuvres bâties. Il obtient en Allemagne son diplôme d'histoire de l'art assorti d'une solide formation d'archiviste. Il apparaît sur la scène italienne dans la première décennie du siècle et se montre déjà en mesure d'appliquer le principe du «croisement» de l'étude documentaire avec l'étude sur le terrain, ce qu'il fera d'abord pour l'étude du monument<sup>14</sup>, puis, comme nous le verrons, pour l'analyse de la ville médiévale. Se référant à la trame des fondations, aux textures des cloisons en érection, aux connexions et aux stratifications que forment les murs, Gerola avait parlé de «documents de pierre»<sup>15</sup> : il est en effet possible de tirer de l'analyse et de la comparaison de ces éléments la datation et l'attribution quasi certaines d'un monument. Pour ce type de lecture aussi, Gerola se révélera capable de passer de l'édifice singulier au quartier tout entier. Pour qui veut étudier «la ville de pierre», le terrain reste à ses yeux inévitable.

Le principe de l'analyse *in situ* vaut pour le sol comme pour le sous-sol. Engagé dans un secteur charnière entre l'analyse urbaine et l'archéologie traditionnelle, un autre protagoniste, Giacomo Boni, cherchera à la définir par une formule scientifique à travers le concept de «stratification historique». Dans un pamphlet de 1911, il définira la ville comme une «séquence de strates différentes»<sup>16</sup>, en partie enterrées, en partie visibles. La recherche menée autour de la topographie de la Rome antique et en particulier de la première Rome, fournit le point de départ des théories de Boni ; ses conclusions ont un ton plutôt général et traitent de la ville comme d'une catégorie universelle. Il en résulte une sorte d'«organicisme évolutionniste» assez semblable à celui que Patrick Geddes théoriserait peu après : la ville est conçue comme un organisme qui croît sur lui-même et qui sédimente plusieurs strates ; ce qu'aujourd'hui nous avons devant nous n'est que l'ultime strate, la «croûte visible» d'un long processus<sup>17</sup>.

14. Cf. Giuseppe Gerola, «Alcune osservazioni sul restauro di completamento», *Atti del Regio Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti*, vol. LXXXI (1927), pp. 1319-37.

15. *Ibid.*, p.1320.

16. Giacomo Boni, *Lo scavo stratigrafico*, Roma, 1911, p. 6.

17. Patrick Geddes, *Cities in evolution, an introduction to the town planning movement and the study of civics*, London, Williams & Norgate, 1915.

## Reconstructions de la Rome antique

Guido Zucconi

*La politique d'une science oubliée :  
l'archéologie urbaine en Italie,  
1880-1920*

Les considérations de Boni ne sont pas formulées *in abstracto*, mais naissent de son engagement direct dans le travail d'étude et de valorisation de la zone monumentale de Rome : cette vaste partie de la ville non construite qui se situe derrière le Capitole et qui coïncide en partie avec



*Reconnaissance aéro-photographique  
de la zone du Forum romain  
exécutée à partir du ballon  
aérostatique de l'armée italienne.  
Esercito italiano, «Ricognizione  
aero-fotografica della zona del Foro  
romano eseguita dal pallone  
aerostatico... sotto la guida del  
comm. Giacomo Boni», 1895.*

l'aire des forums<sup>18</sup>. Outre la méthode de la fouille en profondeur, Boni contribue à affiner aussi les techniques du relevé. Il est également le premier, en Italie, à avoir utilisé la photographie aérienne comme instrument de connaissance des éléments urbains à grande échelle. En 1895, monté sur un ballon aérostatique de l'armée italienne, il prend les premières photos de la «croûte visible» : le Forum romain et le Palatin. Étude et restitution topographique du sol à partir de ces images peuvent fournir un cadre objectif aux hypothèses relatives à l'organisation de la ville antique formulées par d'autres moyens, tels la fouille stratigraphique et la philologie classique (surtout Tite-Live et sa grande œuvre *Ab Urbe Condita*).

Il ne s'agit pas, ici, de reparcourir les étapes de la recherche de Boni sur la Rome des origines ; on voudrait

18. Cf. à ce propos Chiara Michelini, «Dalla lezione di Ruskin agli scavi del Foro : Giacomo Boni», *Ricerche di Storia dell'arte*, n°50, 1993, pp. 53-61. Cf. aussi Guido Zucconi, «Tra archeologia ed estetica urbana : Giacomo Boni alla direzione dei Fori romani, 1898-1911», *Roma moderna e contemporanea*, n°4, 1993, p. 80-93.



simplement souligner la similitude de son point de départ avec celui des autres cas d'études de topographie historique cités auparavant. En cette circonstance aussi – malgré l'absence d'une «ville de pierre» réelle – la motivation première est polémique, l'intention étant d'enlever tout fondement aux orientations d'un plan urbain jugé inacceptable. Mais, pourra-t-on objecter, voilà un travail de vrais archéologues, et non pas d'artistes, lettrés ou simples militants camouflés en scientifiques. En fait, malgré les apparences, ce projet se calque en ce qui concerne les compétences aussi, sur des *scenarii* déjà vus : Giacomo Boni, nommé à partir de 1895 responsable de l'aire des Forums romains, n'est guère un spécialiste ni dans le domaine des fouilles, ni dans celui de l'Antiquité. Les ardues polémiques auxquelles il participe dans la Venise des années 1880 d'abord, son travail d'inspecteur pour le compte du Ministère ensuite, lui firent gagner ses galons d'«expert en monuments nationaux». C'est en vertu de cette vague qualification conquise sur le champ de bataille que Boni sera mis à la tête de l'une des plus importantes zones archéologiques d'Italie. Comme on le verra, cette responsabilité lui aura été donnée en vue d'un objectif que nous pouvons qualifier de *politique*, car il fut lié à la politique de conservation et représentait une solution aux conflits qui en empêchaient la réalisation. C'est seulement après l'expérience romaine que Boni pourra être considéré comme un spécialiste en topographie historique ou, si l'on préfère, en archéologie urbaine.

Ce cas particulier, le débat sur l'avenir de cette zone de la capitale, sur son rôle et sur ses relations avec la ville contemporaine, permet de montrer que l'archéologie classique ne constitue que l'un des savoirs, d'importance secondaire, impliqués dans le processus considéré. Les bureaux du Génie civil avaient élaboré à partir de 1887, un plan régulateur pour ce périmètre, appelé projet pour *La Promenade archéologique*<sup>19</sup> : était prévue une série de larges *boulevards* qui pour une part suivaient les limites du périmètre et, pour l'autre, traversaient le relief de la zone monumentale en sillonnant ses principales vallées. Avec ses eaux stagnantes, cette zone présentait aussi, en marge des problèmes plus nobles, un problème d'«assainissement hydrique». Par conséquent, comme dans le modèle haussmannien traditionnel, les artères étaient appelées à canaliser des flux de diverse nature : en surface la circulation, en sous-sol les eaux conduites exprès

19. Cf. les articles dans *Nuova Antologia* signés sous le pseudonyme Nemi : «La zona monumentale», 1<sup>er</sup> sept. 1909 ; «Il centro di Roma», 1<sup>er</sup> oct. 1909 ; «La passeggiata archeologica», 1<sup>er</sup> fév. 1910. Cf. aussi l'article de la rédaction de *Note D'Arte* : «La passeggiata archeologica in Roma», 16 juin 1909.

Guido Zucconi  
*La politique d'une science oubliée :  
l'archéologie urbaine en Italie,  
1880-1920*

jusque-là. Le projet de promenade archéologique avec *tout-à-l'égout* trahit une idée de l'espace urbain qui assimile la zone monumentale à un grand vide. Ce n'est pas l'intégrité topographique qui intéressait les ingénieurs du Génie, mais la répartition rationnelle de l'espace entre la zone réservée aux flux et celle destinée à la réunion et à l'exposition des pièces de l'Antiquité. Les archéologues, à travers l'avis exprimé par la Commission royale, en avaient approuvé les lignes générales. Au contraire, les adversaires du projet, comme Boni, réclament la conservation intégrale du plus grand périmètre possible, afin qu'il puisse restituer les cohérences et les articulations de l'ancienne *forma urbis*. On ne doit pas *creuser dans le Forum*, mais *désenterrer le Forum*<sup>20</sup> affirmera Boni.

Le problème se pose donc désormais à une plus grande échelle, qui implique d'autres instruments et d'autres spécialistes que ceux de la discipline traditionnelle. Rome et son antique topographie vont ainsi susciter de multiples intérêts et il ne sera pas toujours facile de distinguer recherche scientifique et reconstruction imaginaire dans les travaux de ceux qui s'occupent de ce fascinant sujet. La ville éternelle est en effet l'objet de restitutions à grande échelle, graphiques ou plastiques, à l'encre de Chine et aquarelle ou en terre cuite. Des spécialistes et des dilettantes d'origine diverse participent à cet effort de reconstruction : historiens et artistes, experts en littérature et en mythologie classique, architectes et releveurs de toute sorte. Beaucoup se lancent dans la généreuse tentative de produire une maquette planimétrique et architecturale de la Rome antique. Avec plus ou moins de rigueur scientifique ou plus ou moins d'imagination artistique, chacun poursuit à sa manière une tradition inaugurée au XVIII<sup>e</sup> siècle par les *Antichità romane* de Piranèse. Parmi tant de réinventeurs ou interprètes de la *forma urbis*, retenons celui qui, au cours de ces années, contribue le plus à fonder une vision nouvelle, non parcellaire, de la ville et de sa topographie antique : Rodolfo Lanciani.

Lanciani est un archéologue employé par la municipalité capitoline. Entre 1893 et 1901, en plein débat sur le destin de la zone monumentale, il publie les 46 tables qui composent sa reconstitution planimétrique de la Rome classique<sup>21</sup>. *Forma Urbis Romae*, c'est le titre de l'œuvre, est fondée presque exclusivement sur des données scientifiques : sur les résultats des campagnes de fouilles les plus récentes et sur l'analyse de la Carte marmoréenne, la

20. Non pas «*scavare nel Foro [mais] scavare il Foro*» selon la formule de Boni, qui joue sur le double sens du verbe *scavare* (N.D.T.).

21. Cf. *Forma Urbis Romae*, étude topographique par Rodolfo Lanciani, publiée par Vallardi à Milan entre 1893 et 1901.

Illustration non autorisée à la diffusion

grande carte qui représente la ville au II<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ et dont les fragments ont été retrouvés près du Forum romain. Ces tables vont constituer la base des études et des reconstitutions ultérieures qui seront bien moins rigoureuses. Les grandes maquettes de la Rome antique ainsi réalisées apparaissent dans toutes les plus importantes expositions nationales, à partir de celle qui célèbre le Cinquantenaire en 1911<sup>22</sup>. A cette occasion est exposée la première version du *plan-relief* de Paul Bigot. Dans le même esprit, le sculpteur Marcelliani réalise, en 1904, une petite maquette en terre cuite. Enfin, celle plus grande d'Italo Gismondi allait être l'attraction de l'Exposition universelle de 1942. Mais dans toutes ces reconstitutions basées sur des pseudo-vérités historiques, la frontière entre analyse et projet se révèle aussi incertaine que la ligne de démarcation entre conservation et restauration. Dans ces représentations plastiques, le goût de la reconstruction intégrale pousse souvent l'auteur, que les données scientifiques disponibles obligeraient à s'en tenir à des reproductions incomplètes, à introduire de substantiels éléments imaginaires, perceptibles surtout dans les représentations à trois dimensions, à travers la configuration des volumes, le choix de l'architecture et de l'appareillage stylistique. Ces artifices spectaculaires, naturellement éloignés de la rigueur philologique, permettent certes de compléter les parties manquantes, mais plus encore, donnent vie et couleur à

*Restitution planimétrique de la zone du Forum romain (réélaboration de l'une des tables de Forma Urbis Romae de Rodolfo Lanciani), in : Karl Baedeker, Central Italy and Rome. Handbook for Travellers, Leipzig, 1909, p. 286.*

22. Cf. F. Hinard, M. Royo, *Rome, l'espace urbain et ses représentations*, Paris, PUF, 1991 ; en particulier l'article de P. Ciancio Rossetto, «La reconstitution de Rome antique. Du plan-relief de Bigot à celui de Gismondi».

un ensemble qui autrement serait sans relief. Voici donc les temples, les thermes, les villas et les marchés couverts : un répertoire qui, au début du <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècle, déborde le champ des publications spécialisées pour envahir la littérature à grande diffusion des guides touristiques illustrés, des monographies publiées en périodiques et même des romans historiques.

Élève à la Villa Médicis, Paul Bigot nous permet d'évoquer le rôle des Prix de Rome dans l'élaboration de l'image tridimensionnelle de la ville antique. Rappelons que l'Académie française, depuis les années 1890 déjà, avait demandé à ses boursiers de réaliser une série de relevés systématiques, non plus seulement d'édifices singuliers, mais de grands ensembles architecturaux ou même de villes entières, telle Tusculum, confié entre 1900 et 1904 à la main de Tony Garnier, ou Sélinonte dont Hulot est chargé au même moment. Rome est au centre d'un programme de relevés qui englobe la Méditerranée orientale : Pergame (par Pontrémoli), Split (par Hébrard) pour ne citer que les plus célèbres, au-delà de sites locaux, telle l'Ile tibérine dessinée par Patrouillarde en 1900. Ces relevés s'avèrent être de véritables simulations de plans urbains, fondés sur des planimétries historiquement crédibles : ce n'est pas par hasard que sortiront de ces rangs tous les représentants majeurs du mouvement français pour l'Art Public (Prost, Jausse, Agache, Hébrard)<sup>23</sup>.

23. Ce n'est que récemment que l'on a commencé à enquêter sur le lien entre la pseudo-archéologie des Beaux-Arts et l'élaboration de modèles urbanistiques, sous-catégorie de l'Art Public. Cf. Jean-Louis Cohen, «Les architectes français et l'art urbain (1900-1914)», *In Extensio*, n°11, 1987, pp. 71 et suivantes.

24. «[...] tous les résidus de marbres antiques ayant échappé aux terribles pioches des fouilleurs se ramassent, s'étudient. On cherche à trouver ou à deviner la provenance de chacun, l'édifice ou le monument auquel ils appartiennent et à les remettre à leur place, regarnissant ainsi, autant que faire ce peut, les antiques édifices dépouillés, leur redonnant quelque élément de forme, au moins assez pour pouvoir reconnaître à première vue ce qu'ils étaient.» *In* Domenico Comparetti, «Gli scavi al Foro romano», *Nuova Antologia*, 16 juillet 1899, p.123.

Les élèves de la Villa Médicis semblent se situer aux antipodes des archéologues de bien plus modeste école, comme Lanciani, ou des expérimentateurs, comme Boni. En réalité, ils sont plutôt complémentaires, lorsque, comme cela paraît évident entre 1905 et 1910, l'archéologie urbaine n'est plus au service du travail de conservation, mais devient le préliminaire nécessaire à la reformulation des principes des réaménagements architecturaux. La tentation de recréer des parties de la Rome antique s'affiche même chez Boni au début de 1900, quand la question de l'aménagement de la zone des Forums et du Palatin est encore ouverte. Selon son opinion, il faut, à côté de l'effort de restitution historico-topographique, procéder à une «recomposition architecturale» des principaux édifices. Les synergies entre fouilles et lectures des textes classiques devront permettre de «remettre à leur place»<sup>24</sup> et de recomposer selon l'ordre antique la grande masse de fragments de pierre qui obstruent la zone. Mais, plus que pour des raisons scientifiques, la perspective de

cette recomposition est abandonnée pour des raisons de budget qui contraignent Boni à changer de projet, sans renoncer cependant à un réaménagement de la zone. Son plan est fondé sur trois principes : utilisation et valorisation des tracés existants, isolement et mise en évidence des monuments, création d'un cadre pittoresque grâce surtout aux «plantations d'essences typiques». Ce projet sera réalisé, malgré l'opposition des archéologues traditionnels et des ingénieurs du Génie civil, avec l'appui déterminant de *l'Associazione artistica tra i cultori dell'architettura*.

## **L'archéologie comme prémisses de la reconstitution de la ville du passé**

Avec la création à Rome du «nouveau parc archéologique» entre le Celio, le mont Oppio et la Porte Capena, prend donc forme un ensemble de ruines et de maquis verts, animé par des chemins sinueux et des perspectives changeantes. Même dans cette zone pourtant consacrée aux mémoires de l'Antiquité, les critères de l'archéologie pure ne parviennent pas à s'imposer, contrairement à ce que l'on pourrait croire. Ici, entre les tamaris et les lauriers, s'impose surtout la poésie du pittoresque. Dans un cadre de ce genre, entre le Palatin et la vallée des Forums tout spécialement, le visiteur est censé comprendre les données topographiques de la Rome antique, de la Rome archaïque à laquelle Boni a accordé une attention toute particulière. Nous voici désormais au seuil de la Première Guerre mondiale et la configuration générale du site apparaît en harmonie avec les modes de l'époque et les derniers modèles de *site-planning*. Le projet de Boni a un fort parfum de «ruinisme romantique», on y entrevoit un morceau de cette Italie parsemée de cyprès et de ruines, exaltée par les couleurs et les odeurs méditerranéennes, qui est en train de façonner l'image touristique du pays. Aujourd'hui, cela nous apparaît comme un parc fascinant créé par un archéologue dilettante, passionné par la flore méditerranéenne. Pourtant, s'il avait su utiliser la science, c'était pour faire échouer les projets de ses adversaires, certainement pas pour composer un musée de plein air.

Entre 1887 et 1914, la biographie de Giacomo Boni présente une sorte d'itinéraire complet qui, des premiers rapports sur la ville «offensée par les vils géomètres» (Venise) jusqu'aux grands relevés de la Rome des origines, en passant par la fondation du Cabinet national de

Guido Zucconi  
*La politique d'une science oubliée :  
l'archéologie urbaine en Italie,  
1880-1920*

la photographie, propose une conception de l'archéologie urbaine qui, d'abord simple moyen de défense contre les destructions, devient ensuite instrument d'un projet de transformation urbaine. Cette évolution allait se concrétiser dans une politique désormais nationale.

En 1911, Corrado Ricci, directeur national des Antiquités et Beaux-Arts, est chargé par le gouvernement de réaliser le Forum des régions d'Italie<sup>25</sup> ; chaque Surintendance aux monuments couvrant alors le territoire de la région, était appelée à fournir un «atlas archéologique» où figureraient les éléments les plus typiques de l'architecture locale. C'est sur cette base que seront réalisés les pavillons régionaux, initialement pensés sous la forme d'un village, puis pour des raisons financières, réduits à un collage figurant divers édifices. Ricci est aussi à l'origine de la nouvelle loi nationale du 28 juin 1909 «pour les Antiquités et Beaux-Arts», qui permet aux Surintendances de «protéger» (*vincolare*)<sup>26</sup> d'amples secteurs urbains, en réalité de transformer, au nom de la conservation, non seulement des édifices singuliers, mais aussi des morceaux entiers de la ville jugés significatifs en eux-mêmes, ou nécessaires à la restitution de la signification du monument qu'ils enserrent. Le concept d'extension topographique du monument a donc été intégré dans la loi. Dans le même temps, se fait jour une notion sélective de l'identité urbaine. Le caractère d'une ville (ou d'une région, comme on le voit à l'exposition de 1911) n'est pas défini par l'entité historique, artistique, topographique ou «ethnographique», comme le précise la loi, qu'elle représente dans son ensemble. Dans les faits, c'est seulement à certains lieux, monuments ou phases historiques tenues pour déterminantes, qu'est attribuée la fonction de représenter l'identité de la ville toute entière. Giovannoni forge à cette époque le concept de «superfétation» pour désigner tout ce qui est étranger à ces éléments «archétypiques» ou qui semble surajouté aux composantes originaires du périmètre étudié.

25. Il y a eu beaucoup d'hésitations autour du nom à donner à cette manifestation : «Mostra regionale d'arte antica», «Mostra delle tradizioni regionali», et enfin «Mostra etnografica delle regioni». Cf. Esposizione Internazionale di Roma 1911, *Catalogo della Mostra di Etnografia italiana in Piazza d'Armi*, Bergamo, Istituto italiano di arte grafiche, 1911.

26. Dans le cas précis, il s'agit de soustraire les secteurs urbains concernés à la réglementation ordinaire (N.D.T.).

A travers ce concept, est ainsi étendue à l'échelle de la ville une manière de procéder qui fut d'abord utilisée en architecture comme préalable à une restauration sélective. On légitimait ainsi la démolition de tout ce qui n'était pas jugé apte à exprimer le caractère de l'œuvre. Étaient considérés inadéquats les éléments baroques et plus généralement toutes les constructions postérieures au Moyen Âge, auquel étaient volontiers rapportés les

caractères originaux de l'œuvre. Ce principe se déplacera des églises paroissiales, châteaux et palais municipaux pour être appliqué à de nombreuses portions de villes entre 1910 et 1940. Dans deux cas, il devient même le critère général qui va commander la transformation de la ville historique toute entière : à Rhodes et San Marino.

Ces deux villes se trouvent aux marges géographiques et politiques du royaume d'Italie : la première est la capitale du protectorat italien des Îles Égées, la seconde est une ville-État tout à fait indépendante. Dans ces deux circonstances, le travail systématique de conservation aura été motivé par des raisons historiques et politiques plutôt qu'artistiques. Entre 1910 et 1930, que ce soit dans l'île grecque ou sur le Mont Titano, l'archéologie est appelée à évoquer le grand passé d'une ville médiévale disparue.

À Rhodes comme à San Marino, il y a un hiatus entre l'image de la ville réelle et le rôle qui lui revient sur le plan historique et symbolique : la première, la ville des «Cavalieri», avant-poste chrétien dans le monde des Infidèles, est perçue comme une ville turque<sup>27</sup> ; la seconde, «unique commune médiévale ayant survécu jusqu'à nos jours» est un centre urbain sans qualité, qu'il s'agisse de l'architecture ou de l'environnement. L'analyse des historiens archéologues va donc servir à révéler la véritable identité du site, cachée aux yeux des contemporains sous une épaisse couche de «superfétations» et ajouts. Elle fonctionnera comme prémisses historico-topographique capable de légitimer un programme de *transformation* radicale conduit au nom de la *conservation*.

À Rhodes, le protagoniste de la première phase de travaux est Giuseppe Gerola : à plusieurs reprises, entre 1900 et 1902, il avait été invité dans l'île de Candia pour y conduire une campagne systématique de relevés des monuments vénitiens<sup>28</sup>. Cette œuvre d'investigation n'a aucune relation directe avec son travail à Rhodes, mais constituera sa meilleure caution scientifique quand, en 1912, les îles Sporades méridionales seront cédées à l'Italie et se posera le problème de mener une étude sur les principaux vestiges architecturaux. L'opération n'avait pas fin en soi, mais servait à démontrer l'existence d'un lien historique et artistique avec le monde latin au cours de l'Antiquité, puis avec les mondes lombard, vénitien et franc au Moyen Âge : tout cela devant finalement légitimer la présence politique et militaire de l'Italie<sup>29</sup>.

27. Cf. Leonardo Ciacci, *Rodi italiana 1912-1923. Come si inventa una città*, Venezia, Marsilio, 1991 ; le livre reconstitue la première partie de cette aventure.

28. Cf. Spiridione Alessandro Curuni, Lucilla Donati, *Creta veneziana. L'Istituto Veneto e la missione cretese de Giuseppe Gerola. Collezione fotografica 1900-1902*, Venezia, Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti, 1988.

29. «Analizzare le tradizioni italiane e la loro influenza sui monumenti delle tredici Sporadi». L'expression correspond approximativement au mandat confié à Gerola, en 1912, par le ministère de l'Instruction publique et le gouvernement militaire (cf. Ciacci, *Rodi italiana*, pp. 48-49) ; le premier recueil est transmis en 1913 au ministère comme partie du Catalogue national avec pour titre, *Elenco degli edifici monumentali. LXXI (Appendice). Le tredici Sporadi*. Cf. Giuseppe Gerola, «I monumenti medievali delle tredici Sporadi», *Annuario della Regia Scuola archeologica di Atene e delle missioni italiane in Oriente*, vol I (1914-15), pp. 169 et suivantes.

Guido Zucconi  
*La politique d'une science oubliée :  
l'archéologie urbaine en Italie,  
1880-1920*

Gerola commence son travail dans la petite capitale et se concentre sur la «ville des Cavalieri», sur ses coordonnées topographiques et vestiges artistiques effacés par quatre siècles de domination turque. Au cours des mêmes années, les Français montrent aussi de l'intérêt pour la ville fortifiée et pour ses monuments médiévaux : en 1923, Albert Gabriel publie un recueil de relevés architecturaux

Illustration non autorisée à la diffusion

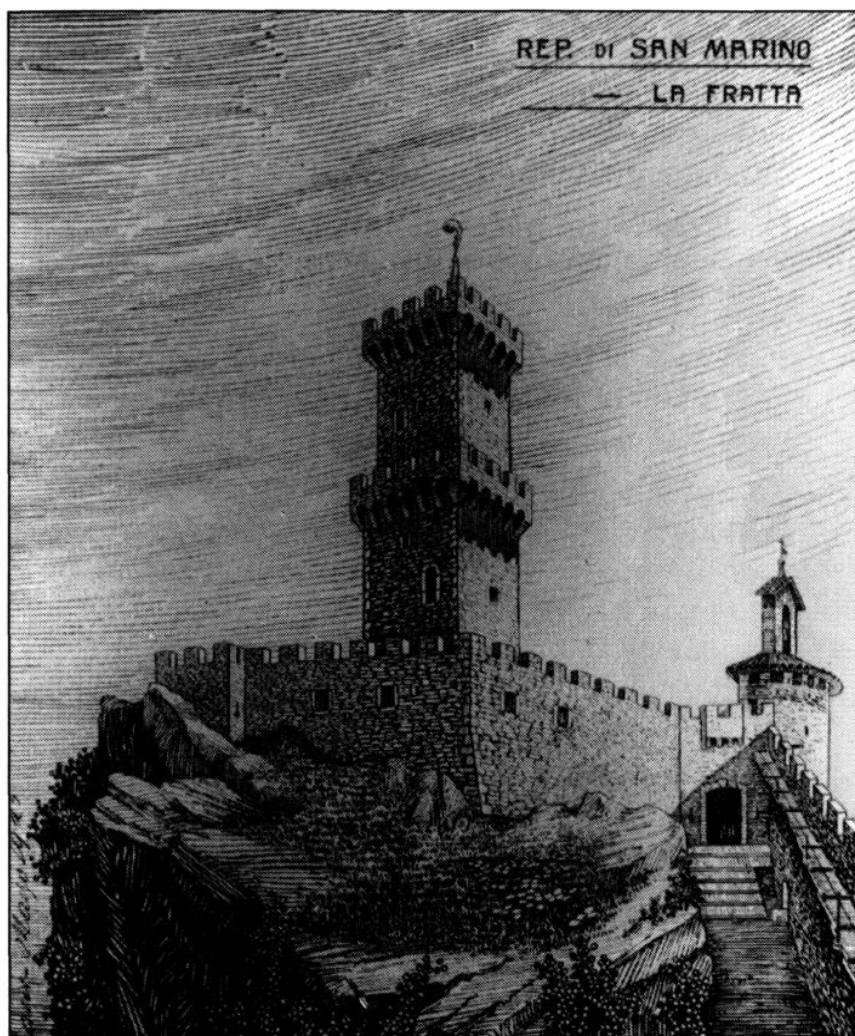
Ci-dessus et page de droite :  
*restitution de l'architecture des trois  
rocche de San Marino : la Rocca ou  
Guita, le Montale, la Fratta, San  
Marino, 1925, Gino Zani,  
(Archives Zani, San Marino).*

intitulé *La cité de Rhodes*. La série s'ouvre par une table scénographique hors texte qui représente, «à vol d'oiseau», la ville au <sup>xv</sup>e siècle reconstituée.

Gabriel démontre de manière spectaculaire ce que Gerola a affirmé en historien, à savoir que l'identité du noyau médiéval ne peut pas être représentée dans sa totalité, mais seulement à travers une sélection de lieux et de monuments hautement significatifs. Dans le cas de Rhodes, ceux-ci seront de deux genres : l'enceinte fortifiée et en son sein, la rue où s'alignaient les *Hôtels* des diverses nations (Hôtel de France, d'Espagne, de Bourgogne, d'Italie...). L'œuvre de médiévalisation se poursuivra selon les mêmes lignes conceptuelles et topographiques pendant dix ans, se concentrant dès le début de l'occupation italienne sur ces deux objets urbains. Le long du périmètre



fortifié, on procède à l'élimination de toutes les constructions qui y sont adossées (les fameuses *superfétations*), puis à la reconstruction des grosses tours et des glacis du



XIV<sup>e</sup> siècle ; le long de la route des hôtels, désormais rebaptisée *rue des Cavalieri*, les Français reconstituent l'Auberge de France, pendant que les Italiens remettent sur pied l'Hôpital<sup>30</sup>. En sa qualité de conservateur des monuments de la ville de Rhodes, c'est l'archéologue Amedeo Maiuri qui sera le superviseur de cette opération.

Dans la petite cité-État de San Marino se déroule, au cours des années 1920, le même processus de passage de l'analyse au projet et des monuments singuliers à l'ensemble de la ville. Ici aussi l'archéologie est appelée à fournir une justification d'ordre artistique et historique à cet ambitieux programme d'intervention<sup>31</sup>. Mais à la différence de Rhodes, cette légitimation est organisée en une monographie sur les œuvres défensives, sorte de long commentaire historique qui accompagne une série de

30. Cf. Giuseppe Gerola, «Il restauro dello Spedale dei Cavalieri», *L'Arte*, n°5-6, 1914.

31. Cet épisode est décrit dans Guido Zucconi, *Gino Zani. La rifabbrica di San Marino, 1925-1943*, Venezia, Arsenale, 1992.

Guido Zucconi  
*La politique d'une science oubliée :  
l'archéologie urbaine en Italie,  
1880-1920*

pseudo-relevés des trois forteresses et des enceintes médiévales<sup>32</sup>. Dessinés dans les premières années d'après-guerre, ces relevés serviront à accréditer l'image du cadre médiéval homogène en lequel était censée se résumer la ville. Le *remake* urbain réalisé entre 1927 et 1940 est complet, concernant au-delà des fortifications et des monuments, tout le reste de la ville. C'est Gino Zani, humaniste et ingénieur, qui dirigera toute l'opération, de l'analyse historique à ses conclusions opérationnelles. Il lui incombera d'uniformiser le milieu urbain, après avoir

Illustration non autorisée à la diffusion

*Restitution de l'architecture des  
anciennes enceintes du château : au  
centre le «Casino delle streghe», San  
Marino, 1925 (Archives Zani, San  
Marino).*

travaillé sur les principaux groupes de monuments. Corrado Ricci, le président de la commission chargée en Italie d'approuver les projets de reconstitution, apposera son sceau sur l'opération, signe que nous ne sommes pas ici en présence d'un cas hors du commun.

Que ce soit à Rhodes ou à San Marino, l'archéologie urbaine sert à justifier, sur le plan historique, artistique et politique, les interventions même les plus radicales ; elle n'est plus l'«art de connaître le fait urbain», mais se présente désormais sous le visage menaçant d'un «art et [d'une] science de la légitimation historique». Son champ d'action ne se limite pas à l'architecture et à la topographie de l'environnement, il touche aussi à la politique, là où après 1918, elle croise des revendications territoriales. L'archéologie joue en cette circonstance un «rôle ancillaire» évident, surtout dans l'aire orientale de la Méditerranée<sup>33</sup>. Ici, face aux dépouilles des Empires centraux, la

32. Cf. *Le fortificazioni del Monte Titano*, publié en 1933 à Naples par l'éditeur Rispoli, avec une introduction de Corrado Ricci, déjà responsable national pour les Antiquités et Beaux-Arts.

33. Cf. Marta Petricoli, *Archeologia e «mare nostrum», le missioni archeologiche nella politica mediterranea dell'Italia, 1898-1943*, Roma, Levi, 1990.

richesse en traces du passé alimente les plus curieuses conjectures. Archéologues, experts en histoire et traditions locales accompagnent alors les membres des commissions chargées de dessiner les nouvelles frontières : Giacomo Boni sera mobilisé après la Grande Guerre pour démontrer l'italianité des villes dalmates et ioniennes.

Dans le champ politique, cependant, on trouve aussi des finalités plus nobles que celles qui relèvent d'appétits nationalistes. Entre Candia et Rhodes, mais songeant à une ville italienne de dimension moyenne, Giuseppe Gerola affirme que l'archéologie peut servir d'instrument à une politique d'éducation des masses. Il fait allusion à Bassano del Grappa dans le Nord-Est du pays<sup>34</sup>, ville dotée d'un certain caractère historique et artistique, où les principaux monuments représentent les grandes vertus civiques et religieuses et la topographie assure la continuité avec le passé.

En d'autres termes, la configuration des îlots, les limites morphologiques des quartiers, le caractère marqué de certaines parties de la ville, contribuent à consolider l'identité locale. Chaque communauté doit pouvoir se reconnaître en une séquence d'espaces ayant un caractère propre, qui ne sont pas nécessairement le parvis de l'église ou la rue marchande. L'archéologie d'un côté, la politique de l'autre, doivent par conséquent contribuer à la valorisation du tissu urbain et de tout ce qui concourt à lui attribuer une qualité diffuse. L'art et la science de la connaissance de la ville sont en somme regardés comme les prémisses nécessaires d'une politique d'éducation civique. Cette sorte de sociotopographie vise à accroître le sens de la continuité historique et de l'appartenance locale. C'est cela qui, selon Gerola, distingue la ville européenne des villes américaines, damiers monotones et sans caractère.

*Traduit par Mathieu Cloarec*

34. Giuseppe Gerola, *Bassano camuffata. Conferenza detta il 29 marzo 1906 per la Scuola libera popolare*, Bassano, 1906, pp. 18-19, dont sont extraites les considérations suivantes.